Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Education & jeunesse (France) > Histoire des luttes de la jeunesse scolarisée (France) > **La réforme de l'accès à l'université : retour sur 1986, la loi Devaquet, (...)**

La réforme de l'accès à l'université : retour sur 1986, la loi Devaquet, la riposte lycéenne et étudiante

vendredi 2 février 2018, par [MELCHIOR Hugo](#) (Date de rédaction antérieure : 30 janvier 2018).

Parcoursup, qui modifie les modalités d'admission en première année des formations de l'enseignement supérieur, est en place depuis le 22 janvier et une grève nationale des lycées et universités était annoncée pour le 1^{er} février. Or, la philosophie générale de cette réforme semble faire échos à celle portée, il y a plus de trente ans, en 1986, par l'ancien ministre Devaquet. Retour sur le projet d'Alain Devaquet, décédé le 21 janvier, et les luttes lycéennes et étudiantes qu'il a suscité.

Sommaire

- [Le système Parcoursup, comme](#)
- [1986 ou « l'alternance dans](#)
- [Faire des études pour tenter](#)
- [Fondre l'Université française](#)
- [Une mobilisation essentielle](#)
- [Une mobilisation exceptionnell](#)
- [Dénouement tragique d'une](#)

Dimanche 21 janvier 2018, on apprenait le décès à 75 ans d'Alain Devaquet [1], ancien ministre du gouvernement Chirac, après une longue maladie. Son nom restera associé à une réforme structurelle de l'enseignement supérieur qui cherchait à modifier, notamment, les conditions d'accès au premier cycle universitaire par l'introduction d'une forme de sélection. Une réforme universitaire dont l'application fut étouffée dans l'œuf par l'exceptionnelle mobilisation des lycéens et des étudiants à l'automne 1986 ; moment d'exception politique qui continue à occuper une place incontournable dans l'histoire des mouvements étudiants et lycéens en France.

Le système Parcoursup, comme un écho...

Ironie de l'histoire, l'annonce de sa mort intervint à la veille du lancement de Parcoursup [2], c'est-à-dire « la plate-forme nationale d'admission en première année des formations de l'enseignement supérieur ». Celle-ci succède au système APB pour l'orientation post-baccalauréat. Chaque candidat (lycéen en terminale, apprenti, étudiant en réorientation interne ou externe) est invité à saisir en ligne jusqu'à dix vœux de formation maximum, sans les hiérarchiser.

S'inscrivant dans la continuité des réformes Pécresse [3] (2007) et Fioraso [4] (2013) qui visaient à offrir une plus grande autonomie aux établissements universitaires, sa mise en place a été rendue possible par l'arrêté du 19 janvier 2018 [5], avant même l'adoption définitive par le Parlement du

projet de loi relatif à « l'orientation et à la réussite des étudiants » dont la plateforme d'admission en ligne correspond à l'article 1.

Or, la philosophie générale de cette réforme semble faire échos à celle portée, il y a plus de trente ans, par l'ancien ministre Alain Devaquet. En effet, en dépit des dénégations répétées de Frédéric Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, et du premier ministre, Édouard Philippe [6], cette réforme consacre l'extension du principe de sélection à l'entrée des filières universitaires demeurées jusqu'alors non sélectives, et la remise en cause du droit à un accès libre, sans avis ni recommandation, pour tous les néo-bacheliers désireux de les intégrer.

1986 ou « l'alternance dans l'alternance »

En 1986, Alain Devaquet a 43 ans. Agrégé de chimie, professeur à Polytechnique et admirateur de Jacques Chirac, il a commencé en 1977 une carrière politique au sein du RPR formation gaulliste fondée le 5 décembre 1976. Député de Paris en 1978, il est nommé, le 21 mars 1986, délégué auprès du ministre de l'Éducation nationale chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur au lendemain de la victoire électorale des droites rassemblées sur une plate-forme commune signée, le 16 janvier 1986, par Jacques Chirac, président du RPR, et Jean Lecanuet, président de l'UDF.

Le préambule de la « plate-forme gouverner ensemble » proclamait la nécessité de rompre « avec le dirigisme » de la majorité socialiste sortante, en imposant ou en restaurant, par la médiation de l'État interventionniste, la norme de la concurrence dans de nombreux secteurs, tout en actant l'irréversibilité de certaines réformes emblématiques mises en œuvres par les gauches entre 1981 et 1986 [7] (l'abolition de la peine de mort, la 5^e semaine de congés payés ou encore l'abaissement de l'âge légal de départ de la retraite à 60 ans).

Les droites obtenaient de justesse une majorité absolue à l'Assemblée nationale au détriment des gauches à l'issue des élections législatives du 16 mars 1986. Le contexte politique de cette année 1986 fut inédit sur le plan institutionnel avec la première cohabitation [8] : Le Président socialiste François Mitterrand nommait Jacques Chirac comme premier ministre.

Faire des études pour tenter de conjurer le spectre du chômage endémique

La rentrée universitaire 1986 marqua le début de la deuxième période de croissance intense des effectifs de l'Université française [9] où le nombre d'étudiants passa de 1 400 000 à la rentrée 1987 à 2 100 000 à la rentrée 1995. Néanmoins, bien qu'elle se soit massifiée et démocratisée depuis le début des années 1960, l'Université française disposait toujours dans les années 1980 d'une structure sociale particulièrement inégalitaire, faisant d'elle encore un privilège inaccessible pour la grande majorité des jeunes issus de la classe ouvrière. En 1985, ces derniers ne représentaient que 13 % des effectifs globaux à l'Université (même si c'était trois fois plus qu'en 1960), alors que dans le même temps les enfants ayant des parents exerçant une profession libérale ou étant cadres supérieurs continuaient à représenter plus de 30 % des effectifs comme en 1960.

Par ailleurs, alors que le chômage était devenu un phénomène social de masse depuis le milieu des années 1970, en premier lieu chez les jeunes entrants sur le marché du travail avec un taux de chômage de l'ordre de 26 % en 1986, l'obtention d'un diplôme universitaire demeurait statistiquement le meilleur viatique. Le risque de se retrouver au chômage pour les hommes titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur était en moyenne, entre 1980-1985, quatre fois moins important comparé à ceux qui n'avaient aucun capital scolaire à faire valoir, tandis qu'il l'était

de deux fois et demie par rapport aux jeunes diplômés d'un CAP.

Grâce à cette réussite scolaire, les lycéens et étudiants des milieux populaires espéraient bénéficier d'une ascension sociale relative ou forte, tandis que ceux des classes moyennes supérieures et bourgeoises entendaient au minimum conjurer le spectre du déclassement social.

Dès lors, tous ces lycéens et étudiants étaient très attentifs à l'imposition de nouvelles règles susceptibles de freiner la démocratisation de l'enseignement supérieur, et qui risquaient de contrarier la demande sociale d'éducation.

Fondre l'Université française dans le moule de l'autonomie

Le projet de réforme des universités fut présenté officiellement par Alain Devaquet le 12 juin 1986, sans qu'une véritable concertation n'ait été engagée avec la communauté universitaire, pour être adopté le 11 juillet 1986 au conseil des ministres avant une lecture et une adoption par le Parlement prévue à l'automne de la même année. Cette nouvelle réforme devait remplacer la loi Savary, promulguée le 26 janvier 1984 [10], qui créa la notion de « service public d'enseignement supérieur ».

L'ambition première du projet de loi Devaquet [11] était « d'accroître par des mesures concrètes l'autonomie effective des établissements universitaires ». La loi ne fixant qu'un « cadre minimal », l'autonomie statutaire des universités était censée permettre « une meilleure adaptation de ces dernières aux situations particulières ».

Si la « timidité » supposée du projet de loi rebuta la frange la plus libérale de la majorité parlementaire, soutenue par le syndicat étudiant anti-marxiste UNI [12], qui réclamait une libéralisation complète du système universitaire français, son contenu, qu'Alain Devaquet s'efforça de présenter comme raisonnable et équilibré, suscita une vive émotion, au sens de « mise en mouvement », dans les facultés et les lycées à partir de la fin novembre 1986.

Et cela alors que cette réforme n'avait suscité aucune réaction d'envergure parmi les principaux concernés notamment lors de son passage au Sénat entre le 23 et le 29 octobre 1986 ; au point qu'il était entendu que la réforme allait poursuivre son cheminement sans rencontrer de résistances. Ce constat amena notamment Gérard Courtois à écrire dans *Le Monde*, daté du 24 octobre 1986, que « M. Devaquet a de bonnes chances de faire voter son texte sans déclencher de tempête ».

Deux mesures comprises dans le projet de réforme finirent par cristalliser l'indignation et l'angoisse de très nombreux étudiants et lycéens.

En premier lieu, la possibilité offerte aux établissements de fixer eux-mêmes les droits d'inscriptions annuels - sous un seuil maximum de 800 francs - et que les étudiants boursiers demeuraient exemptés, afin d'augmenter leurs ressources, et ainsi de moins dépendre des dotations de l'État. *Cette possibilité offerte aux universités de majorer les frais d'inscriptions*, qui avaient déjà augmenté sensiblement depuis 1980, fut interprétée par les étudiants et les lycéens comme la volonté d'instaurer une sélection par l'argent, au risque de renforcer la surreprésentation à l'Université des catégories sociales les plus favorisées.

Mais c'est surtout la liberté laissée aux universités de « déterminer les conditions d'accès aux différentes formations en tenant compte des caractéristiques de celles-ci, des aptitudes requises des étudiants et des capacités d'accueils de l'établissement » qui cristallisa l'essentiel des mécontentements. Elle fut interprétée comme une volonté d'empêcher nombre de primo-accédants

de s'inscrire après le baccalauréat dans les filières universitaires et *de facto* de remettre en cause « l'égalité méritocratique des chances » [13].

Les néo-bacheliers voulaient *pouvoir continuer à s'inscrire dans la filière de leur choix dans n'importe quelle université*, indépendamment de la nature de leur bac, sans prérequis autre que l'obtention de ce dernier. Pour eux, cette réforme Devaquet, c'était la généralisation de la sélection, déjà pratiquée illégalement par les universités françaises les plus prestigieuses, comme Dauphine, pour préempter les meilleurs étudiants, et donc l'aggravation des logiques de différenciation entre des établissements déjà en concurrence.

Les démentis répétés d'Alain Devaquet ne les calmeront pas. Celui-ci assurait que rien dans la réforme n'empêcherait un bachelier d'intégrer l'Université, si besoin avec l'intervention du recteur, et que dans cette réforme il était d'abord question pour les universités de s'assurer de la cohérence entre les choix d'orientation au lycée et les filières universitaires choisies, pour lutter contre l'abandon en premier cycle, qui touchait déjà entre 40 et 60 % des étudiants selon les filières.

Dans un entretien au journal *Le Monde*, daté du mercredi 25 novembre 1986, Alain Devaquet s'efforça de récuser les mésinterprétations faites, selon lui, de son projet de loi : « Par critère d'accès », il faut comprendre la possibilité laissée aux universités qui le demandent de dire aux étudiants :

« *»Avec le bac, il est souhaitable que vous choisissiez telle filière« . Il s'agit d'éviter qu'ils se fourvoient vers des formations pour lesquelles ils ne sont pas faits, parce qu'ils n'ont pas les qualités requises pour y réussir. Il s'agit là d'orientation, pas de sélection ».*

Une mobilisation essentiellement « réactive »

« *Les étudiants et les lycéens ne protestaient pas contre la société. Au contraire, ils voulaient pouvoir s'y intégrer* » (Gilles Lipovetsky)

Quand on analyse la nature de ce mouvement, l'on constate que celui-ci fut une mobilisation essentiellement « réactive », c'est-à-dire réagissant à l'intention du pouvoir central d'imposer une réforme de l'enseignement supérieur à la communauté universitaire. Dès lors, cette mobilisation prit, dès le départ, *un caractère strictement défensif, se structurant autour d'un mot d'ordre négatif* « Retrait de la réforme Devaquet ». Celui-ci fut acté lors de la réunion des États généraux du mouvement étudiant le 22 novembre 1986, prélude à l'extension fulgurante, irrésistible de la mobilisation dans les universités comme dans les lycées.

Les étudiants et les lycéens entendaient agir en état de légitime défense pour soutenir le maintien des règles du jeu existantes dans le système universitaire qui allaient, selon eux, s'en trouver modifiées dans un sens non désiré.

Il n'y eut pas de dimension utopique dans la production revendicative des opposants au projet de loi Devaquet, au sens qu'ils n'ont à aucun moment eu l'ambition de profiter de cette période de mobilisation pour penser collectivement la construction de nouvelles réalités révolutionnaires à l'Université, comme en dehors.

Si le sociologue Pierre Bourdieu salua à chaud dans une tribune pour *Libération*, le 4 décembre 1986, la victoire de cette mobilisation, qui, selon lui, avait l'immense mérite de remettre en cause « l'idéologie de la fin des idéologies » considérée comme le paradigme dominant le champ intellectuel français dans cette décennie cauchemar [14], le philosophe Cornelius Castoriadis

souligna, quant à lui, quelques mois plus tard, le « côté purement corporatiste et particulier, sectoriel du mouvement », et surtout « l'insignifiance totale des revendications des étudiants et des lycéens ».

Il est indiscutable qu'à l'inverse de ce qui s'était passé en mai-juin 1968, il n'a pas été question, à l'automne 1986, pour les étudiants et les lycéens d'essayer « d'imaginer l'école d'une société libre » [15].

Contrairement à 1968, en 1986, on n'échangea pas dans les AG étudiants, ou seulement de façon confidentielle, au sujet de la pédagogie, de la ségrégation scolaire [16], du rôle hiérarchisant des examens et des concours, des rapports entre enseignants et enseignés, du contenu des enseignements, ou de la fonction sociale de l'Université. On n'envisagea pas le bouleversement du système universitaire afin que les étudiants qui refuseraient ce destin de « cadres de cette société d'exploitation et d'aliénation » deviennent des « intellectuels critiques » au service du sujet de l'émancipation, la classe ouvrière.

À l'automne 1986, ce qui fut dénoncé avec vigueur, c'est d'abord le fait que la compétition à l'Université puisse se trouver à un moment donné faussée par le renforcement des procédures de sélection. Les étudiants et les néo-bacheliers ne voulaient pas une « sélection amont », comme la nomma Alain Lipietz dans une tribune au *Monde* du 18 décembre 1986, c'est-à-dire être triés avant même avoir eu le droit d'essayer les formations jugées conformes à leurs envies du moment, quitte à se tromper et risquer l'échec.

Ainsi, cette mobilisation exceptionnelle en 1986 ne fut pas celle de jeunes gens cherchant collectivement à détruire préventivement la société capitaliste avant d'y être pleinement intégrés, comme l'avait énoncé Jean Paul Sartre aux étudiants de la Sorbonne le 20 mai 1968, ou qui chercheraient à remettre en cause le caractère intrinsèquement élitaire du système des grandes écoles produisant la « Noblesse d'Etat » [17]. Ce fut celle *a contrario* d'agents évoluant dans le même champ, celui du système éducatif français, et qui décident à un moment donné d'agir ensemble contre le pouvoir d'État afin de sauvegarder une liberté de choix individuel commune. Autrement dit : pouvoir décider en souveraineté, s'autodéterminer sans être entravé a priori pour entreprendre des études supérieures dans la perspective de s'insérer sur le marché du travail.

C'est donc à une véritable crise du consentement des jeunes scolarisées à laquelle ont dû faire face les décideurs politiques en cette fin d'année 1986.

Une mobilisation exceptionnelle des jeunes scolarisées

La grève des cours avait été votée pour la première fois le 17 novembre 1986, dans la petite université de Paris XIII à Villetaneuse, sous l'impulsion décisive de quelques membres de l'UNEF-ID, dont Isabelle Thomas [18], membre du bureau national du principal syndicat étudiant et future figure politique et médiatique du mouvement. Puis, la suspension des enseignements s'était étendue à une dizaine d'universités, essentiellement parisiennes, avant la tenue de la fameuse réunion du 22 novembre 1986.

Le moment tournant dans l'histoire du mouvement Devaquet fut donc cet « Appel à tous les étudiants de France » [19] rédigé par les États-Généraux du mouvement étudiant qui se tint à la Sorbonne le samedi 22 novembre 1986. Dans cet appel, largement médiatisé tout au long du week-end et le lundi suivant, le retrait de la réforme fut posé comme préalable à l'ouverture de négociations avec le gouvernement Chirac, tandis qu'on appela à la grève illimitée des cours dans toutes les universités.

Dès le lundi 24 novembre, l'on assistait à une extension fulgurante du mouvement à l'échelle nationale. Le jeudi 27 novembre, jour de la première grande journée de mobilisation nationale (500 000 manifestants dans toute la France), alors que la présentation du projet de loi devant les députés par Alain Devaquet devait être effectuée, le fonctionnement normal de plus de 60 universités sur 77 fut remis en cause par la grève des cours adoptée à main levée dans les AG étudiantes.

Le mouvement Devaquet fut bien plus massif que n'importe quel mouvement étudiant et lycéens s'étant déroulés dans les années 1968 [20], y compris le mouvement du printemps 1973 contre loi Debré sur les sursis militaires et l'instauration des DEUG à l'Université. Aussi, rassembla-t-il jusqu'à 800 000 manifestants, le jeudi 4 décembre 1986, dont 500 000 à Paris venu de toute la France en car et en train.

Ce mouvement de 1986 détonna parce qu'il se caractérisa, en plus de son « apolitisme » revendiqué [21], par son obsession démocratique. En effet, la méfiance patente des étudiants et des lycéens à l'endroit des organisations syndicales et politiques traditionnelles les conduisirent à défendre une organisation du mouvement que l'on pourrait qualifier de « basiste ». Celle-ci reposa sur le postulat selon lequel l'organisation de l'action collective devait être l'œuvre des étudiants et lycéens eux-mêmes.

Aussi, s'il n'était pas question de se passer du précieux concours des militants des organisations syndicales, politiques et associatives (UNEF-ID, UNEF-SE, les JCR, LO, SOS Racisme) [22] dont les militants assumaient le rôle de cadres organisateurs du mouvement dans les facultés et les lycées, ces derniers ne devaient pas chercher à se substituer aux étudiants et lycéens, en gérant la grève pour eux et sans eux.

Les étudiants et lycéens mobilisés, loin de cultiver « la remise de soi » à l'égard des militants syndicaux et politiques, inscrivirent les formes d'organisation du mouvement dans le prolongement des mobilisations étudiantes et lycéennes des années 1968 en faisant leurs les principes d'auto-organisation et d'auto-détermination. Ainsi, la Coordination Nationale Étudiante (CNE) [23] fut considérée comme la seule instance décisionnelle habilitée à négocier avec le gouvernement du fait de sa faculté à réunir en son sein des délégués, syndiqués et non syndiqués, qui étaient tous élus et mandatés par les AG souveraines.

Dénouement tragique d'une mobilisation victorieuse

Malgré la mobilisation historique des jeunesses scolarisées, le gouvernement continua à opposer une fin de non-recevoir. Le jeudi 4 décembre, en dépit du déferlement dans les rues de la capitale, les négociations [24] entre le pouvoir central et les délégués de la CNE (avec à leur tête le militant trotskiste de 27 ans David Assouline) se soldait par un échec.

Dans la nuit du 5 au 6 décembre, alors que deux lycéens et un étudiant avaient été grièvement blessés par les forces de l'ordre la veille (Jérôme Duval, Jean François Rigal, Patrick Berthet), après que la manifestation centralisée parisienne est dégénérée en violents affrontements avec la police, un jeune étudiant de 22 ans, Malik Oussékine, rentrant d'une soirée passée dans un club de Jazz, et qui n'avait pas pris part à la contestation jusqu'alors, fut pris en chasse par deux policiers du Peloton de Voltigeurs Monoportés (PVM), avant d'être rattrapé, puis roué de coups à terre dans le hall d'immeuble du 20 rue Monsieur-le-Prince, situé dans le quartier de l'Odéon.

Il devait être minuit, et ces policiers étaient chargés de repousser avec leurs collègues, hors du Quartier Latin, des manifestants s'adonnant à des déprédations, après l'évacuation de la Sorbonne occupée. Frappé à mort, Malik Oussékine décéda des suites de ses blessures avant même l'arrivée des secours, ce qui ne manqua pas de provoquer, dès la nouvelle connue, un terrible émoi non

seulement parmi les étudiants et lycéens mobilisés, mais dans toute la société.

Refusant de condamner publiquement les exactions policières, Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur devint la nouvelle bête noire des manifestants qui réclamèrent sa démission, tandis que Alain Devaquet, très affecté par la mort tragique et violente de ce jeune étudiant, et comprenant que sa réforme était mort-née, préféra quitter le gouvernement.

Acculé après ces violences policières mortifères, craignant autant une radicalisation du mouvement en cours, qu'une possible extension de la contestation à d'autres secteurs de la société (salariés du privé, fonctionnaires) avec un scénario de type mai-juin 1968 [25], Jacques Chirac comprit que l'ordre ne pourrait être ramené durablement sans que l'on ait donné entière satisfaction aux étudiants et aux lycéens qui réclamaient, depuis deux semaines déjà, le retrait total et définitif du projet de loi Devaquet.

À 13 heures, le lundi 8 décembre 1986, après s'être concerté avec ses ministres, mais également avec certaines organisations syndicales de salariés (CFDT et FO) qui le pressèrent de renoncer à son projet de réforme tant décrié, Jacques Chirac intervient dans les journaux télévisés pour annoncer qu'il comptait « retirer l'actuel projet de loi ».

Pour la première fois depuis 1968, un mouvement étudiant et lycéen se solda par une victoire totale au regard des objectifs qu'il s'était fixés au départ. Victorieux, le mouvement perdit aussitôt sa raison d'être.

Ainsi, dès le lendemain dans la quasi-totalité des facultés et des lycéens, les cours reprirent normalement. Les étudiants de l'Université Rennes 2 furent les seuls à décider, le mardi 9 décembre, de voter symboliquement la poursuite de la grève des cours jusqu'au lendemain où la « grève générale » appelée par la CNE, le samedi précédent, et soutenue par la CGT et la FEN, avait été transformée en journée d'hommage à Malik Ousékine et à Abdel Benyahia, un Algérien de 20 ans tué dans un café par un policier ivre qui n'était pas de service le 5 décembre. Ce mercredi 10 décembre rassembla plus de 500 000 personnes silencieuses à Paris et dans 36 villes de province avec pour seul mot d'ordre : « Plus jamais ça » [26].

Hugo Melchior

P.-S.

* « La réforme de l'accès à l'université... ou la revanche d'Alain Devaquet ». The Conversation. 30 janvier 2018, 22:20 CET : <https://theconversation.com/la-reforme-de-laces-a-luniversite-ou-la-revanche-dalain-devaquet-90431>

Reproduisez nos [The Conversation] articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.

* Hugo Melchior est doctorant en histoire politique contemporaine, Université Rennes 2

Notes

[1] http://www.lemonde.fr/politique/article/2018/01/21/l-ancien-ministre-alain-devaquet-est-mort_

[5244833_823448.html](#)

[2] <https://www.parcoursup.fr/>

[3] http://www.lemonde.fr/societe/article/2007/11/09/la-loi-sur-l-autonomie-des-universites-un-texte-qui-reforme-la-gouvernance-de-facultes_976753_3224.html

[4] http://www.lemonde.fr/enseignement-superieur/article/2013/07/09/le-parlement-a-adopte-le-projet-de-loi-sur-l-enseignement-superieur-et-la-recherche_3445148_1473692.html

[5] http://www.lemonde.fr/campus/article/2018/01/25/parcoursup-les-senateurs-communistes-vont-saisir-le-conseil-d-etat_5247180_4401467.html

[6] http://www.lemonde.fr/acces-restreint/campus/article/2017/10/30/52fea54f98d214c6a96555448971b46e_5207770_4401467.html

[7] <http://mouvement-social.univ-paris1.fr/document.php?id=994>

[8] https://www.puf.com/content/Comprendre_la_Ve_R%C3%A9publique

[9] <http://www.pur-editions.fr/detail.php?idOuv=2215>

[10] <http://fracademic.com/dic.nsf/frwiki/1068884>

[11] <http://www.senat.fr/dossier-legislatif/s85860452.html>

[12] <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2012-4-page-53.htm>

[13] <https://www.cairn.info/revue-l-annee-sociologique-2007-1-page-151.htm>

[14] http://www.editionsladecouverte.fr/catalogue/index-La_decennie-9782707153760.html

[15] ESSF (article 10155), [Mai 68 : Imaginer l'école d'une société libre](#) : <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article10155>

[16] <https://www.cairn.info/la-segregation-scolaire--9782707171160.htm>

[17] http://www.leseditionsdeminuit.fr/livre-La_Noblesse_d%E2%80%99%C3%89tat-1961-1-1-0-1.html

[18] <http://www.ina.fr/video/CAB86032722>

[19] <http://www.germe-inform.fr/wp-content/uploads/2016/10/22-11-86-Appel-aux-%C3%A9tudiants-de-France-Etats-G%C3%A9n%C3%A9raux.pdf>

[20] https://www.syllepse.net/lng_FR_srub_77_iprod_346-cent-ans-de-mouvements-etudiants.html

[21] <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2017-2-p-115.htm>

[22] https://tel.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/131701/filename/These_consacree_a_SOS-Rac

[isme.pdf](#)

[23] <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2017-2-p-115.htm>

[24] <https://www.youtube.com/watch?v=H3ouvBZBmys>

[25] <http://www.seuil.com/ouvrage/1968-de-grands-soirs-en-petits-matins-ludivine-bantigny/9782021301571>

[26] <http://www.germe-inform.fr/wp-content/uploads/2016/10/10-12-86-discours-Assouline-Zappi.pdf>